

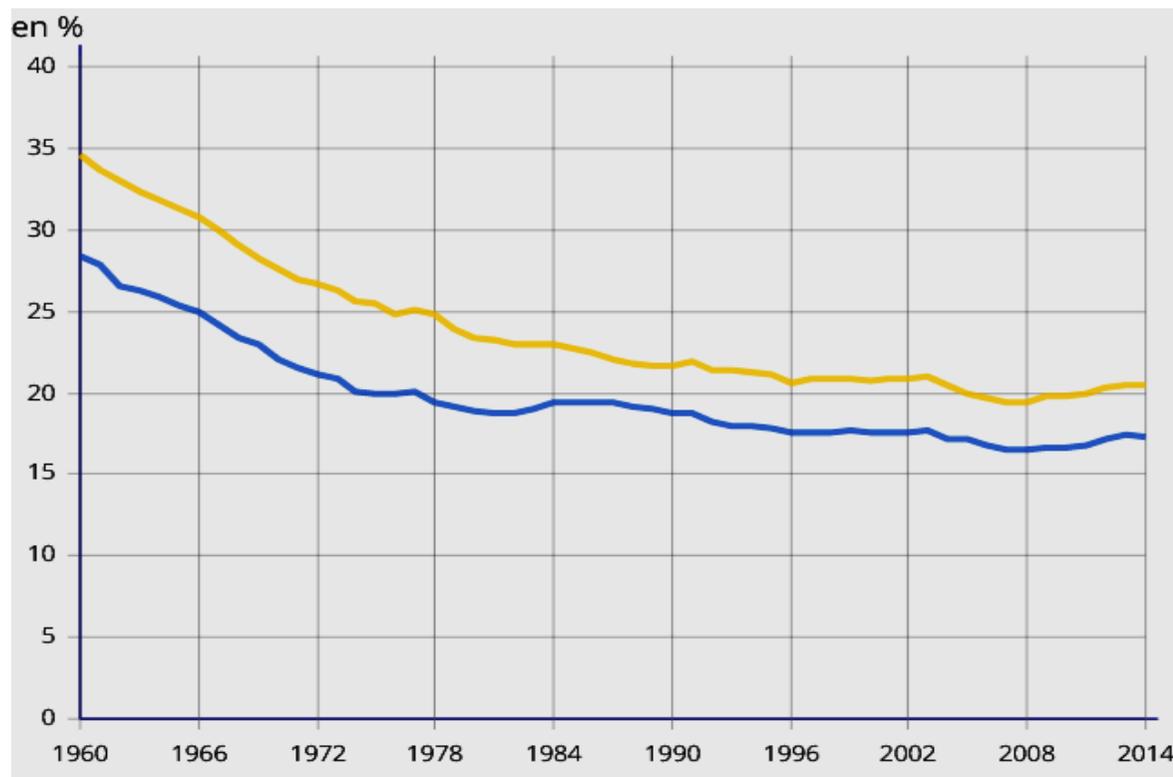
Date	Classes	Professeur(s)	D.S.T/examen de	Durée du DST	Sortie autorisée	Documents
24-01-2024	2^{ndes} (1,2,3,4,5)	M. GARNAUD	Sciences éco. et sociales	1 h30 heures	1 heure	Aucun

Vous traiterez ce sujet qui comporte 4 pages directement sur ce document

Nom : _____ **+ / Classe :** _____ **→ Note :** _____ **/20** [initialement / 40 (___ /12 + ___ /15 + ___ / 13)]

I. Partie statistique (12 points)

*Evolution de la part de la dépense de consommation alimentaire des ménages.
(En % du revenu disponible brut et en % la dépense de consommation)*



Source : Insee, comptes nationaux base 2010

- Part de l'alimentation dans le revenu disponible brut (courbe au-dessous)
- Part de l'alimentation dans la dépense de consommation des ménages (courbe au-dessus)

Questions : En respectant les objectifs des 3 paragraphes (§) proposés ci-dessous, commentez le document ci-contre (___ /12 points)

→ Rédigez sur la feuille suivante

- §.1.** Précisez l'objet d'étude, la période, ainsi que la source du document. (2 points)
- §.2.** Précisez l'outil statistique utilisé, l'information qu'il apporte et son unité. Faire une phrase interprétative avec une donnée (3 + 2 points)
- §.3.** Comparez les deux évolutions de la dépense de consommation alimentaire des ménages entre 1960 et 1980 en utilisant au moins trois données et en respectant la méthode de lecture de l'outil statistique utilisé. (3 + 2 points)

Evolution de la part de la dépense de consommation alimentaire des ménages.
(En % du revenu disponible brut et en % la dépense de consommation)



Source : Insee, comptes nationaux base 2010

- Part de l'alimentation dans le revenu disponible brut (courbe au-dessous)
- Part de l'alimentation dans la dépense de consommation des ménages (courbe au-dessus)

§.1. Précisez l'objet d'étude, la période, ainsi que la source du document.

→ Cette publication de l'INSEE (institut National des Statistiques et des Etudes Economiques) a pour objet les dépenses de consommation alimentaire des ménages en France de 1960 à 2014.

§.2. Précisez l'outil statistique utilisé, l'information qu'il apporte et son unité. Faire une phrase interprétative avec une donnée.

→ Pour cette étude l'INSEE s'appuie sur des proportions. Elles vont permettre de mettre en avant le poids des dépenses alimentaires d'une part dans le revenu disponible brut des ménages et d'autre part dans la dépense des ménages. Ces données relatives s'exprimeront en %

Ex. En 1960, pour un revenu de 100 euros, la dépense alimentaire des ménages était de 28 euros ou la dépense alimentaire des ménages français en 1960 représentait 28 % du revenu disponible.

§.3. Comparez les deux évolutions de la dépense de consommation alimentaire des ménages entre 1960 et 1980 en utilisant au moins trois données et en respectant la méthode de lecture de l'outil statistique utilisé.

→ En 1960, pour un revenu de 100 euros la dépense alimentaire des ménages était de 28 euros et la dépense alimentaire des ménages français en 1960 représentait environ 35 % de leurs dépenses. Cet écart d'importance (7 points) s'explique par le fait que le revenu n'est pas totalement dépensé. Ainsi le dénominateur de la part des dépenses alimentaires n'est pas le même lorsque celles-ci sont mises en rapport avec le revenu ou avec le total des dépenses. Il est donc logique de voir, sur toute la période, la part de ces dépenses alimentaires en % du revenu inférieure à ces mêmes dépenses alimentaires en % de la dépense totale. Sur la période retenue, soit entre 1960 et 1980, on observe une baisse du poids de la dépense alimentaire passant de 28 % du revenu disponible en 1960 à moins de 20 %. Ainsi, en 1980, les ménages ne consacrent plus que 27 euros à la dépense alimentaire pour 100 euros de dépense contre 35 euros vingt ans auparavant. C'est donc un recul de ce poids qui permet de consacrer le revenu à d'autres postes budgétaires ! En effet la proportion n'est pas un indicateur de niveau, et, loin d'imaginer que les ménages mangent moins, on peut penser que c'est la hausse du revenu disponible et la possibilité de dépenser plus qui ont fait baisser le poids des dépenses alimentaires qui ont augmenté sans doute moins vite.

II. Les classifications (15 points) ...

+ des faits et des chiffres

A. Que produit-on ?

→ Classez les termes en gras

Illustrations	Classification	Bien	Service	Marchand	Non-marchand	Conso. Finale	C.I.	Capital fixe
1. Semaine en croisière (bateau) proposée par une agence de voyage			X	X		X		
2. Pierre, artisan boulanger, confectionne une galette des rois		X		X		X		
3. Amandes livrées à la boulangerie.		X		X			X	
4. Les services de la mairie répandent du sel en prévision de chutes de neige			X		X	X		

En France on produit plus de biens ou de services

?

SERVICES

B. Comment produit-on ? Les facteurs de production

→ Classez les termes en gras

Illustrations	Facteurs	Travail			Capital	
		Actif occupé	Actif Inoccupé	Inactifs	C.I.	Capital fixe
1. Kevin , licencié, recherche un nouvel emploi.			X			
2. Kriss effectuée, chez elle , une matinée de travaux ménagers.				X		
3. Amandes livrées à une boulangerie					X	
4. Akim effectuée des cascades sur le tournage d'un film		X				

La taille de la population active en France est

d'environ

?

30 millions

C. Qui produit ? Les secteurs institutionnels

→ Classez les termes en gras

Illustrations	S.I.	Ménages (E.I.)	S.N.F.	S.F.	A.P.U.	ISBLSM
1. Canal + (chaîne TV cryptée)			X			
2. Apple			X			
3. La boulangerie de Pierre Fève		X				
4. Le ministère de l'Éducation Nationale					X	

La part de la production des S.N.F. dans le PIB de la

France est d'environ

?

58 %

III. L'ajout de valeur dans le processus de production (13 points).

Répondez au sujet suivant en respectant l'ordre des paragraphes proposés (mais pas forcément l'ordre des mots proposés au sein de chaque paragraphe) :

Question :
Montrez que la production réalisée dans cette image participe au P.I.B.

→ Termes* à insérer et à définir :

§.1. Unité de production ; secteur institutionnel ; facteurs de production

**

§.2. Capital fixe ; travail ; actifs occupés ; actifs inoccupés ; inactifs ; consommations intermédiaires ; ajout de valeur ; contributions volontaires.

§.3. Mesure de la production ; PIB ; production marchande ou non-marchande.

*Un terme peut être utilisé plusieurs fois dans différents paragraphes et des termes non proposés peuvent apparaître si vous les jugez pertinents.

Plus que jamais, le modèle d'organisation et économique des Restos du Cœur* repose sur la vitalité et l'engagement humain.



C'est quoi, les Restos du cœur ?

- Créés en 1985, par Coluche, un célèbre humoriste, l'association propose à toutes les cantines et aux supermarchés de donner leurs surplus de nourriture pour le distribuer aux plus pauvres dans plus de 2000 centres d'accueil
- Ses ressources humaines : 70 000 bénévoles réguliers et 23 000 bénévoles ponctuels qui permettent le bon fonctionnement de l'association dans tous les lieux restos. 550 salariés, des volontaires en service civique, des étudiants en stages, des personnes en mesure judiciaire, des collaborateurs d'entreprises mis à disposition de l'association via le dispositif mécénat de compétences...
- Les ressources des Restos sont diversifiées. Elles reposent essentiellement sur un triptyque : les dons (76,9% du total), les subventions (16,1%). À cela s'ajoutent les mécénats ou partenariats d'entreprises et les autres fonds privés...

→ Termes* à insérer et à définir :

§.1. Unité de production* ; secteur institutionnel* ; facteurs de production*

→ Les restos du cœur appartiennent au **secteur institutionnel (S.I.)** des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). En effet, comme elles se définissent, les ISBLSM sont des producteurs privés non marchands puisqu'un **S.I.** réunit des unités de production ayant une même nature économique. Or l'objectif des restos du cœur, créés par Coluche (personne privée), n'est pas de faire payer des repas mais de les « offrir » aux plus démunis (pas de prix ou prix non significatif). Il leur faut pour cela pouvoir bénéficier de moyens qui proviennent ventes occasionnelles, de **contributions volontaires**, en espèces ou en nature, effectuées par les ménages, de versements provenant des administrations publiques (subventions ...) ... Ainsi ils pourront mobiliser des **facteurs de production** au sein des centres d'accueil, chacun représentant une **unité de production**.

§.2. Capital fixe* ; travail* ; actifs occupés* ; actifs inoccupés* ; + inactifs ; consommations intermédiaires* ; ajout de valeur* ; contributions volontaires.

→ Les restos du cœur peuvent d'abord compter sur des **actifs occupés** puisqu'ils emploient 550 salariés qui sont des personnes ayant un emploi rémunéré par un employeur (ici une personne morale : les restos du cœur). On sait que ce facteur de production, **le travail**, soit les moyens humains, est associé à des moyens matériels. Il y a des équipements utilisés de façon répétée, ou **capital fixe**, (ex. moyens de transport pour acheminer les denrées alimentaires) et les denrées récupérées indispensables à l'activité des restos du cœur et qui vont être « incorporées » à l'activité caritative comme des consommations intermédiaires. Le travail associé au capital vont permettre la distribution des repas soit **l'ajout de valeur** à ces biens alimentaires qui ont été reçus en dons et vont souvent permettre à des chômeurs (**actifs inoccupés**) d'être secourus. Ils le sont aussi du fait de l'activité bénévole de personnes dont le statut va de l'actif à **l'inactif** (ex. retraité). Cet ajout de valeur pose des difficultés de mesure puisqu'on ne peut appliquer la règle comptable des activités marchandes où le chiffre d'affaires des ventes (absentes ou limitées ici) est à la base du calcul : $VAB = CA - CI$. On retiendra alors le coût du facteur travail afin de mesurer la production de cette unité de production.

§.3. Mesure de la production ; PIB ; production marchande ou non-marchande.

→ Le **PIB** (Produit Intérieur Brut) est la **mesure de la production marchande ou non marchande** des secteurs institutionnels résidant sur le territoire. Les restos du cœur font partie, avec les autres ISBLSM, des S.I. résidents. Leur production est donc logiquement intégrée au PIB avec celle des SNF, SF, Ménages et A.PU. Compte tenu de l'évolution de la pauvreté en France, la multiplication des centres d'accueil participe, paradoxe apparent, à la croissance économique.